



RCS : CRETEIL

Code greffe : 9401

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de CRETEIL atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2013 B 02583

Numéro SIREN : 793 522 954

Nom ou dénomination : A S K

Ce dépôt a été enregistré le 26/07/2017 sous le numéro de dépôt 12929

PF-C2 21 05.17
CL

1308583

AD 21
06 - 21 05.17

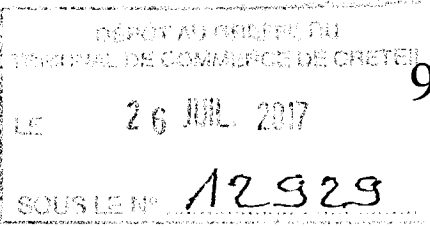
JACK

A CAPITAL D'ORIGINE de 2 000,00 €

Société par actions simplifiée

Dont le siège social se situe au :

9 Avenue Jean Jaurès – 94250 Gentilly



Rcs de Créteil 793 522 954

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

L'AN DEUX DIX SEPT LE 31 Mai 2017 A 13 H 00

Les actionnaires de la Société **JACK** se sont réunis au siège social sur l'ordre du jour suivant :

- Cession des actions,
- Changement du président,
- Changement de dénomination sociale,
- Pouvoirs en vue des formalités

L'assemblée est présidée par **Monsieur JEGATHEESVARAN Tharmarajah**, Président, actionnaire unique,

La feuille de présence, dûment signée par les actionnaires, permet de constater la présence, ou la représentation, des actionnaires suivants :

Monsieur JEGATHEESVARAN Tharmarajah	titulaire de	100 Actions,
Madame KONESWARAMOORTHY Susikala	titulaire de	000 Actions,
Monsieur RAJARATNAM Piraveen,	Titulaire de	000 Actions

Les actionnaires peuvent valablement exprimer leur vote.

Le Président déclare la séance ouverte.

Personne ne demandant la parole, le Président met aux voix la résolution figurant à l'ordre du jour :

PREMIERE RESOLUTION

La collectivité des actionnaires accepte la cession de 100 actions **au profit de**

Madame KONESWARAMOORTHY Susikala
Monsieur RAJARATNAM Piraveen,

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix attachées aux parts émises par

la société.

DEUXIEME RESOLUTION

La collectivité des actionnaires accepte le changement du président ;

Président Actuel : Monsieur JEGATHEESVARAN Tharmarajah,

**Nouvelle Présidente : Madame KONESWARAMOORTHY Susikala,
demeurant au 141 Rue Eugene Le Guillermic – 94290 Villeneuve le Roi**

Madame KONESWARAMOORTHY Susikala accepte le poste du président.

Elle déclare sur l'honneur n'être frappée d'aucune des incapacités ou des déchéances susceptibles de lui interdire l'accès à ces fonctions qui seront dès lors exercées dans les conditions prévues par les lois et règlements ainsi que par les statuts.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix attachées aux parts émises par la société.

TROISIEME RESOLUTION

La collectivité des actionnaires accepte la modification de la dénomination sociale

JACK devient A S K

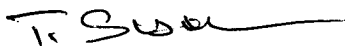
En conséquence, les articles 3, 7 et 19 des statuts seront mise à jour.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix attachées aux parts émises par la société.

QUATRIEME RESOLUTION

Tous pouvoirs sont donnés au president pour effectuer ou faire effectuer les formalités de publicité afférentes aux résolutions ci-dessus adoptées.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à 15 H 00.







ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

Monsieur JEGATHEESVARAN Tharmarajah né le 25 Janvier 1973 à Kilinochchi (SRILANKA), de nationalité Française, demeurant au 2 Rue Ferrer, 94290 Villeneuve le Roi, Marié,

Ci-après dénommé(e) le « **Cédant** »

ET :

Monsieur RAJARATNAM Piraveen, né le 07 Aout 1987 à KANDAVALAI (SRILANKA), de nationalité Sri-Lankaise, demeurant au 150 Avenue de la République, Chez M THARMARAJAH – 94290 Villeneuve le Roi,

Ci-après dénommé(e) l' « **Acquéreur** »

Ci-après dénommé(e)s conjointement les « **Parties** »

IL EST RAPPELE CE QUI SUIIT :

Le Cédant est propriétaire de 100 % du capital social soit 100 actions sur les 100 actions composant le capital social de 2 000 euros de la société **JACK**, au capital de 2 000 euros ayant son siège social au **9 Avenue Jean Jaures – 94250 Gentilly** et immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Créteil sous le numéro de Siret **793 522 954**

Ladite société, immatriculée le **12 juin 2013**, a pour objet social, directement ou indirectement, tant en France qu'à l'étranger :

Alimentation générale, Import-export des tous produits alimentaires et non alimentaires, bazar, ventes des produits esthétiques.

La durée de la société est de 99 années.

Les actions dont la cession est faite ont été créées à l'occasion de la constitution de la société **JACK** et ont été intégralement libérées.

Elles n'ont fait l'objet d'aucun nantissement, saisie ou toute autre mesure de nature à grever les droits de propriété du Cédant et affecter la libre disposition desdites actions.

L'acquéreur s'est déclaré intéresser par l'acquisition de 23 des actions sur les 100 actions détenues par le Cédant.

CELA ETANT RAPPELE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – CESSION

Par la présente, le Cédant cède à l'acquéreur **23 actions**, soit 23 % des actions qu'il détient dans le capital de la société **JACK** dans les délais et conditions qui vont être ci-après développées.

ARTICLE 2 – REALISATION DES CESSIONS – PRIX

Le Cédant cède les 23 actions pour un prix de 200 euros par action soit un prix global de 4 600 (Quatre mille six cent euros).

ARTICLE 3 – PAIEMENT DU PRIX

Les parties sont convenues que L'acquéreur règlera au Cédant le prix de cession par chèque ou par virement bancaire sur le compte dont les coordonnées sont les suivantes :

Code Banque :

Code Guichet :

N° de compte :

Clé RIB :

Le paiement du prix de cession par l'acquéreur sera réalisé le jour de la signature de la présente.

ARTICLE 4 – CONDITIONS DE LA CESSION - AGREMENT

- 4.1. La cession est consentie aux charges et conditions ordinaires de droit et d'usage en pareille matière.

L'acquéreur, à compter de la date de réalisation deviendra à tous égards propriétaire des titres ainsi cédés et jouira seul de tous les droits quels qu'ils soient, attachés aux titres, y compris sans limitation le droit de percevoir tous les dividendes ou autres distributions qui seront décidés ou mis en paiement à compter de la date des présentes.

- 4.2. Toutefois, il est expressément prévu par les Parties, que la remise des ordres de mouvements ne sera effective qu'une fois que le Cédant aura reçu de sa banque la preuve du crédit de son compte dudit virement.

ARTICLE 5 – DECLARATIONS ET GARANTIES

La cession de actions est consentie sans garantie d'actif ni de passif.

ARTICLE 6 – ATTRIBUTION DE COMPETENCE

Tout litige relatif au présent contrat, son interprétation, son exécution et sa suite, relèvera de la compétence exclusive du Tribunal de commerce de Paris

ARTICLE 7 - FORMALITES ET PUBLICITE

Tous les frais et droits d'enregistrement résultant des présentes et de leur suite seront à la charge de L'acquéreur qui s'y oblige. Chaque partie conservera à sa charge les frais et honoraires de ses conseils l'ayant assisté dans la négociation et la rédaction des présentes.

Le porteur des présentes se voit confier tous les pouvoirs en vue de remplir toutes formalités notamment de publicité.

Fait à Gentilly,

En 7 exemplaires.

Le 11/01/2017
31

Monsieur JEGATHEESVARAN Tharmarajah Cédant	Monsieur RAJARATNAM Piraveen Cessionnaire
	

Enregistré à : SIE DE VILLEJUIF

Le 12/06/2017 Bordereau n°2017/309 Case n°8

Enregistrement : 25 €

Pénalités :

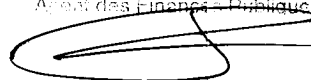
Total liquidé : vingt-cinq euros

Montant reçu : vingt-cinq euros

L'Agent des impôts

Ext 1847

Jeycson ORDONEZ ESPINOSA
Agent des Finances Publiques



STATUTS

A S K

9 AVENUE JEAN JAURES

94250 GENTILLY

SIRET : 793 522 954 00015

Mise à jour le 31/05/2017

Copie conforme à l'original

T. Susine

SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE

ASSOCIES SIGNATAIRES

Madame KONESWARAMOORTHY èp : THARMARAJAH Susikala née le 23 Juillet 1979 à VADDAKACJCJI (SRILANKA), de nationalité Sri-Lankaise, demeurant au 141 Rue Eugene le Guillermic – 94290 Villeneuve le Roi, Mariée,

Monsieur RAJARATNAM Piraveen, né le 07 Aout 1987 à KANDAVAI (SRILANKA), de nationalité Sri-Lankaise, demeurant au 150 Avenue de la République, Chez M THARMARAJAH – 94290 Villeneuve le Roi,

- Forme - Objet - Dénomination sociale - Siège social - Durée

Article 1 - Forme

Il est formé par le propriétaire ou entre les propriétaires des actions ci-après créées une société par actions simplifiée régie par le code de commerce ainsi que par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs actionnaires.

Elle ne peut faire publiquement appel à l'épargne.

Article 2 - Objet

La société a pour objet, en France et dans tous les pays :

Alimentation générale, Import export des tous produits alimentaires et non alimentaires, bazar, ventes des produits esthétiques.

La société peut prendre toutes participations et tous intérêts dans toutes sociétés et entreprises dont l'activité serait de nature à faciliter la réalisation de son objet social.

Elle peut agir directement ou indirectement, soit seule, soit en association, participation, groupement ou société, avec toutes autres personnes ou sociétés et réaliser sous quelque forme que ce soit les opérations entrant dans son objet.

Article 3 - Dénomination sociale

La société a pour dénomination sociale : **A S K**

Enseigne : MARCHE DE LA MAIRIE

Tous actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots « Société par actions simplifiée » ou des initiales « SAS » et de l'énonciation du capital social.

Article 4 - Siège social

Le siège social est fixé au **9 Avenue Jean Jaurès, 94250 Gentilly.**

Article 5 – Durée

La durée de la société est fixée à **99 ans** à compter de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.

Cette durée peut, par décision de l'assemblée générale extraordinaire, être prorogée une ou plusieurs fois sans que cette prorogation puisse excéder 99 ans.

La décision de prorogation de la durée de la société est prise par décision collective des actionnaires sur convocation du président ou du directeur général un an au moins avant la date d'expiration de la société. A défaut, tout actionnaire peut demander au président du tribunal de commerce du lieu du siège social statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice afin de provoquer l'assemblée et la décision ci-dessus prévues.

- Capital social - Actions

Article 6 – Apports

A la constitution de la société, le soussigné a fait les apports suivants :

1 - Les apports en numéraire

Les apports sont les suivants :

Monsieur JEGATHEESVARAN Tharmarajah

2 000,00 €

2 - Récapitulation des apports

L'ensemble des apports effectués à la société s'élève à la somme de 2 000 € représentant :

1. Les apports en numéraire pour un montant total de 2 000 €.

Total égal au montant du capital social 2 000 €.

Article 7 - Capital social

Le capital social est fixé à la somme de **2 000** Euro et divisé en 100 actions de 20 Euro chacune, souscrites et libérées en totalité.

Elles sont attribuées comme suit :

Madame KONESWARAMOORTHY Susikala, titulaire de 77 Actions,

Monsieur RAJARATNAM Piraveen, titulaire de 23 Actions

Elles sont souscrites et libérées entièrement en numéraire de leur valeur nominale.

Les apports en numéraires seront versés au crédit d'un compte ouvert au nom de la société en formation.

Elle sera retirée par le Président de la société en cours de formation sur présentation du certificat du Greffier du Tribunal de Commerce attestant l'immatriculation de celle-ci au Registre du Commerce.

Article 8 - Modifications du capital

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi, par décision collective des actionnaires prise dans les conditions de l'article 24 ci-après.

Les actionnaires peuvent déléguer au président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser, dans le délai légal, l'augmentation de capital en une ou plusieurs fois, d'en fixer les modalités, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des statuts.

En cas d'augmentation par émission d'actions à souscrire en numéraire, un droit de préférence à la souscription de ces actions est réservé aux propriétaires des actions existantes au prorata de leur participation dans le capital de la société, dans les conditions légales.

Toutefois, les actionnaires peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription. La décision d'augmentation du capital peut également supprimer ce droit préférentiel dans les conditions légales.

Lors de toute décision d'augmentation du capital, excepté lorsqu'elle est consécutive à un apport en nature ou lorsqu'elle résulte de l'émission préalable de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres représentant une quotité du capital, l'assemblée générale extraordinaire doit se prononcer sur un projet de résolution tendant à réaliser une augmentation de capital ouverte aux salariés dans les conditions prévues par la réglementation.

Article 9 – Forme des actions

Les actions sont obligatoirement nominatives.

La propriété des actions résulte de leur inscription au nom du ou des titulaires sur des comptes et registres tenus à cet effet par la société.

A la demande d'un actionnaire, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la société.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.

Article 10 – Modalités de la transmission des actions

Les actions sont librement négociables. Leur transmission s'opère à l'égard de la société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire, sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est inscrit sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dénommé « registre des mouvements ».

La société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement et, au plus tard dans les 15 jours qui suivent celle-ci.

L'ordre de mouvement, établi sur un formulaire fourni ou agréé par la société, est signé par le cédant ou son mandataire.

Les dispositions des articles 11 à 17 ne sont pas applicables lorsque la société ne comporte qu'un actionnaire.

Article 11 - Inaliénabilité des actions

L'inaliénabilité temporaire des actions fait l'objet d'une mention sur les comptes d'actionnaires ouverts par la société.

Par exception à l'inaliénabilité temporaire des actions, le président devra lever l'interdiction de céder, en cas d'exclusion d'une société dont le contrôle est modifié.

Article 12 - Cession des actions - Droit de préemption

A l'expiration de la période d'inaliénabilité fixée à l'article 11 ci-dessus :

1-Toutes les cessions d'actions, même entre actionnaires, sont soumises au respect du droit de préemption conféré aux actionnaires dans les conditions définies au présent article.

2-L'actionnaire cédant notifie au président de la société et à chacun des actionnaires, par lettre recommandée avec accusé de réception, son projet de cession en indiquant :

—le nombre d'actions dont la cession est envisagée et le prix de cession ;

—l'identité de l'acquéreur s'il s'agit d'une personne physique, et s'il s'agit d'une personne morale les informations suivantes : dénomination, forme, siège social, numéro RCS, identité des dirigeants, montant et répartition du capital.

La date de réception de cette notification fait courir un délai de 4 mois, à l'expiration duquel, si les droits de préemption n'ont pas été exercés sur les actions dont la cession est projetée, l'actionnaire cédant pourra réaliser librement ladite cession.

3- Chaque actionnaire bénéficie d'un droit de préemption exercé par notification au président dans le délai de 3 mois au plus tard de la réception de la notification du projet de cession visée au 2 ci-dessus. Cette notification est effectuée par lettre recommandée avec accusé de réception indiquant le nombre d'actions que l'actionnaire souhaite acquérir.

4-A l'expiration du délai visé au 3 ci-dessus et avant celle du délai visé au 2 ci-dessus, le président notifie à l'actionnaire cédant par lettre recommandée avec accusé de réception, les résultats de la procédure de préemption.

Lorsque les droits de préemption sont supérieurs au nombre d'actions dont la cession est projetée, lesdites actions sont réparties par le président entre les actionnaires qui ont notifié leur demande de préemption au prorata de leur participation au capital de la société et dans la limite de leurs demandes.

Lorsque les droits de préemption sont inférieurs au nombre d'actions dont la cession est projetée, les droits de préemption sont réputés n'avoir jamais été exercés et l'actionnaire cédant est libre de réaliser l'opération au profit du cessionnaire mentionné dans sa notification et aux conditions ainsi notifiées.

5-En cas d'exercice du droit de préemption, la cession doit intervenir dans le délai d'un mois contre paiement du prix mentionné dans la notification de l'actionnaire cédant.

Le droit de préemption peut être réservé à un ou plusieurs actionnaires désignés dans les statuts, il peut également s'exercer selon un ordre déterminé.

Article 13 – Agrément

1 -Les actions de la société ne peuvent être cédées y compris entre actionnaires qu'après agrément préalable donné par décision collective adoptée à la majorité des deux tiers des actionnaires présents ou représentés.

2-La demande d'agrément doit être notifiée au président par lettre recommandée avec accusé de réception. Elle indique le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de cession, l'identité de l'acquéreur s'il s'agit d'une personne physique et s'il s'agit d'une personne morale les informations suivantes : dénomination, forme, siège social, numéro RCS, identité de dirigeants, montant et répartition du capital.

Le président notifie cette demande d'agrément aux actionnaires.

3-La décision des actionnaires sur l'agrément doit intervenir dans un délai d'un mois à compter de la notification de la demande visée au 2 ci-dessus. Elle est notifiée au cédant par lettre recommandée avec accusé de réception.

Si aucune réponse n'est intervenue à l'expiration du délai ci-dessus, l'agrément est réputé acquis.

4- Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément ne sont pas motivées.

En cas d'agrément, la cession projetée est réalisée par l'actionnaire cédant aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément. Le transfert des actions au profit du cessionnaire agréé doit être réalisé dans le délai d'un mois de la notification de la décision d'agrément ; à défaut de réalisation du transfert des actions dans ce délai, l'agrément sera caduc.

En cas de refus d'agrément, la société doit dans un délai de 3 mois à compter de la décision de refus d'agrément, acquérir ou faire acquérir les actions de l'actionnaire cédant soit par des actionnaires, soit par des tiers.

Lorsque la société procède au rachat des actions de l'actionnaire cédant, elle est tenue dans les 6 mois de ce rachat de les céder ou de les annuler, avec l'accord du cédant, au moyen d'une réduction de son capital social.

Le prix de rachat des actions par un tiers ou par la société est fixé d'un commun accord entre les parties. A défaut d'accord sur ce prix, celui-ci est déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du code civil.

Article 14 - Nullité des cessions d'actions

Toutes les cessions d'actions effectuées en violation des articles 12 et 13 ci-dessus sont nulles.

Article 15 - Modification dans le contrôle d'un actionnaire

1 -En cas de modification du contrôle d'une société actionnaire, celle-ci doit en informer le président de la société par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours à compter du changement du contrôle. Cette notification doit indiquer la date du changement du contrôle et l'identité du ou des nouvelles personnes exerçant ce contrôle.

Si cette notification n'est pas effectuée, la société actionnaire pourra faire l'objet d'une mesure d'exclusion dans les conditions prévues à l'article 16 des présents statuts.

2-Dans les 45 jours de la réception de la notification visée au 1 ci-dessus, la société peut mettre en œuvre la procédure d'exclusion et de suspension des droits non pécuniaires de cet actionnaire. Si cette procédure n'est pas engagée dans le délai susvisé, elle est réputée avoir agréé le changement de contrôle.

3-Les dispositions du présent article s'appliquent à l'actionnaire qui a acquis cette qualité à la suite d'une fusion, d'une scission ou d'une dissolution.

Article 16 - Exclusion

Est exclu de plein droit tout actionnaire faisant l'objet d'une procédure de dissolution, de redressement ou de liquidation judiciaire.

Par ailleurs, l'exclusion d'un actionnaire peut être prononcée dans les cas suivants :

—changement de contrôle d'une société actionnaire ;

—violation des statuts ;

—faits ou actes de nature à porter atteinte aux intérêts ou à l'image de marque de la société ;

—exercice d'une activité concurrente de celle de la société ;

—révocation d'un actionnaire de ses fonctions de mandataire social ;

—« autres motifs ».

L'exclusion d'un actionnaire est décidée par l'assemblée générale des actionnaires statuant à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés. L'actionnaire dont l'exclusion est soumise à l'assemblée ne prend pas part au vote, et ses actions ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité.

La décision d'exclusion ne peut intervenir que sous réserve du respect des formalités préalables suivantes :

—information de l'actionnaire concerné par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours avant la date à laquelle doit se prononcer l'assemblée générale, cette lettre doit contenir les motifs de l'exclusion envisagée et être accompagnée de toutes pièces justificatives utiles ;

—information identique de tous les autres actionnaires ;

—lors de l'assemblée générale, l'actionnaire dont l'exclusion est demandée peut être assisté de son conseil et requérir, à ses frais, la présence d'un huissier de justice.

L'actionnaire exclu doit céder la totalité de ses actions, dans un délai de 30 jours à compter de l'exclusion, aux autres actionnaires au prorata de leur participation au capital.

Le prix des actions est fixé d'un commun accord entre les parties ; à défaut, ce prix sera fixé dans les conditions prévues à l'article 1843-3 du code civil.

La cession doit faire l'objet d'une mention sur le registre des mouvements de titres de la société.

Le prix des actions de l'actionnaire exclu doit être payé à celui-ci dans les 15 jours de la décision de fixation du prix.

Article 17 - Garantie d'actif et de passif

Pour toute cession intervenant entre actionnaires ou au profit de la société dans le cadre des présents statuts, il sera conclu entre les parties une garantie d'actif et de passif sur les actions cédées. Cette garantie sera négociée de bonne foi suivant les usages en la matière. En cas de difficulté, cette convention est établie à frais communs par un avocat désigné par les parties.

Cette garantie sera arrêtée sur la base d'une situation comptable de la société à la date de cession des actions. Cette situation sera établie par la société et certifiée par son commissaire aux comptes.

Sauf accord contraire des parties, la garantie d'actif et de passif sera proportionnelle en pourcentage à la quote-part du capital cédé. Son délai de mise en jeu sera celui de la prescription en matière fiscale.

En outre, des garanties réelles ou personnelles pourront être demandées au cédant.

En tout état de cause, le cédant ne pourra pas refuser d'accorder les mêmes que celles qui lui auront été convenues dans son projet de cession au profit d'un tiers.

Article 18 - Droits et obligations attachés aux actions

Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

Les actionnaires ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions des actionnaires.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires d'actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis, ne pourront exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente d'actions nécessaires.

Le droit de vote appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats où il est réservé à l'usufruitier. Le nu-propriétaire a le droit de participer à toutes les décisions collectives.

- Administration - Direction et contrôle de la société - Conventions réglementées

Article 19 - Le président

La société est représentée à l'égard des tiers par un président, personne physique ou morale, actionnaire de la société.

Les actionnaires peuvent désigner un président non-actionnaire de la société.

Lorsqu'une personne morale exerce les fonctions de président, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'ils étaient présidents en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

La durée des fonctions de président est fixée par l'assemblée constitutive.

En cas de décès, démission ou empêchement du président d'exercer ses fonctions d'une durée supérieure à 6 mois, il est pourvu à son remplacement par décision collective des actionnaires.

Le président remplaçant est désigné pour le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

La société est engagée même par les actes du président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que les tiers savaient que l'acte dépassait cet objet ou qu'ils ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que seule la publication des statuts suffise à constituer une preuve.

Le président est autorisé à consentir des subdélégations ou substitutions de pouvoirs pour une ou plusieurs opérations ou catégories d'opérations déterminées.

La rémunération du président est fixée par une décision collective des actionnaires statuant à la majorité des deux tiers. Elle peut être fixe ou proportionnelle.

Les fonctions du président prennent fin, soit par la démission ou la révocation, soit par l'ouverture à son encontre d'une procédure de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

La révocation du président peut être prononcée à tout moment par décision collective des actionnaires prise à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés ou votant par correspondance.

L'AGE du 31 Mars 2017, nomme Madame KONESWARAMOORTHY Susikala, comme nouvelle présidente

Article 20 - Directeurs généraux

Le président peut nommer un ou plusieurs directeurs généraux, portant le titre de directeur général ou de directeur général délégué, et investis, sauf disposition contraire inopposable aux tiers, des mêmes pouvoirs que le président.

La durée des fonctions de directeur général est fixée par la décision qui les nomme.

En cas de démission, empêchement ou décès du président, le directeur général conserve ses fonctions jusqu'à la nomination d'un nouveau président.

Article 21 - Commissaire aux comptes

Si les conditions légales sont réunies, le contrôle légal de la société est effectué par un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et suppléants désignés par décision collective des actionnaires. Ils sont nommés pour une durée de six exercices.

En outre, tout actionnaire pourra demander à la société de charger le commissaire aux comptes ou tout autre expert désigné par lui, d'accomplir toutes missions de contrôle comptable, d'audit ou d'expertise qu'il jugerait nécessaire, soit dans la société elle-même, soit dans ses filiales.

Article 22 - Conventions entre la société et les dirigeants

Le président doit aviser le commissaire aux comptes, s'il en existe un, des conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société et lui-même, l'un de ses dirigeants, ou l'un de ses actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10% ou, s'il s'agit d'une société actionnaire, la société la contrôlant au sens du code de commerce.

Le commissaire aux comptes ou, s'il n'en a pas été désigné, le président établit un rapport sur les conventions conclues au cours de l'exercice écoulé. Les actionnaires statuent chaque année sur ce rapport lors de l'assemblée générale d'approbation des comptes, l'actionnaire intéressé ne participant pas au vote.

Les conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales ne donnent pas lieu à l'établissement de ce rapport. Cependant, sauf lorsqu'on raison de leur objet ou de leurs implications financières elles ne sont significatives pour aucune des parties, ces conventions doivent être communiquées au commissaire aux comptes, s'il en existe un. Tout actionnaire a le droit d'en obtenir communication.

- Décisions des actionnaires

Article 23 - Domaine réservé à la collectivité actionnaires

Les décisions en matière d'augmentation, d'amortissement ou de réduction de capital, de fusion, scission ou dissolution, de modification des statuts, d'apport partiel d'actif, de vente de fonds de commerce de la société, de dissolution de nomination des commissaires aux comptes, d'approbation des comptes annuels et affectation du résultat, sont prises collectivement par les actionnaires, avec délégation de pouvoir le cas échéant du président selon ce qui est prévu par la loi et/ou les statuts et/ou chaque décision collective.

Article 24 - Décisions collectives des actionnaires

Au choix du président, les décisions collectives des actionnaires sont prises en assemblée, réunie au besoin par vidéoconférence ou conférence par téléphone, ou par correspondance. Elles peuvent s'exprimer dans un acte signé par tous les actionnaires ou par consultation écrite.

Tous moyens de communication peuvent être utilisés : écrit, lettre, fax, télex et même verbalement, sous réserve que l'intéressé signe le procès-verbal, acte ou relevé des décisions dans un délai d'un mois. Ces décisions sont répertoriées dans le registre des assemblées.

Article 25 - Actionnaire unique

Si la société venait à ne comporter qu'un actionnaire, ce dernier, exercera les pouvoirs dévolus aux actionnaires lorsque les présents statuts prévoient une prise de décision collective.

- Résultats sociaux

Article 26 - Exercice social

L'année sociale commence le 1^{ère} **Janvier** et se termine le **31 DECEMBRE** de chaque année.
Par exception, le premier exercice social comprendra le temps à courir à compter de la date d'immatriculation de la société au Registre du commerce et des sociétés jusqu'au **31 décembre 2007**.

Article 27 - Comptes annuels

La société tient une comptabilité régulière des opérations sociales.

Le président établit les comptes annuels prévus par la loi. Il les soumet à décision collective des actionnaires dans le délai de 6 mois à compter de la date de clôture de l'exercice.

Article 28 - Affectation du résultat

Le compte de résultat récapitule les produits et les charges de l'exercice. Il fait apparaître, par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur ce bénéfice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est d'abord prélevé :

—5 % au moins pour constituer la réserve légale, ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve légale aura atteint le dixième du capital social, mais reprendra son cours, si pour une cause quelconque, cette quotité n'est plus atteinte ;

—toutes sommes à porter en réserve en application de la loi.

Le solde augmenté du report à nouveau bénéficiaire constitue le bénéfice distribuable.

Le bénéfice distribuable est à la disposition de l'assemblée générale pour, sur proposition du président, être, en totalité ou en partie, réparti entre les actions à titre de dividende, affecté à tous comptes de réserves ou d'amortissement du capital ou être reporté à nouveau.

Les réserves dont l'assemblée générale a la disposition pourront être distribuées en totalité ou en partie après prélèvement du dividende sur le bénéfice distribuable.

Article 29 - Comité d'entreprise

Les délégués du comité d'entreprise exercent les droits définis par l'article L. 432-6 du code du travail auprès du président ou de toute personne à laquelle le président aurait délégué le pouvoir de présider le comité d'entreprise.

- Dissolution - Liquidation

Article 30 - Dissolution - Liquidation

Il est statué sur la dissolution et la liquidation de la société par décision collective des actionnaires.

La décision collective désigne le ou les liquidateurs.

La liquidation de la société est effectuée conformément aux dispositions légales.

Le boni de liquidation est réparti entre les actionnaires proportionnellement au nombre de leurs actions.

Article 31 - Contestations

1 - Tribunaux compétents

Toutes les contestations qui peuvent s'élever pendant le cours de la société ou de sa liquidation, soit entre actionnaires et la société, soit entre actionnaires eux-mêmes, concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'exécution des présents statuts, sont soumises à la juridiction des tribunaux compétents (celui du lieu de domicile du défendeur).

2 - Clause compromissoire

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la société ou au cours de sa liquidation entre les actionnaires, ou entre un actionnaire et la société, concernant l'interprétation ou l'exécution des présents statuts ou plus généralement au sujet des affaires sociales, sont soumises à arbitrage.

A défaut d'accord entre les parties sur le choix d'un arbitre unique, chacune des parties désignera un arbitre, dans les 15 jours de la constatation du désaccord sur ce choix, notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception par la partie la plus diligente à l'autre.

Les deux arbitres seront chargés de désigner un troisième arbitre dans le délai de 15 jours suivant la nomination du dernier arbitre nommé.

Dans le cas où l'une des parties refuserait de désigner un arbitre ou à défaut d'accord sur le choix du troisième, l'arbitre sera désigné par le président du tribunal de commerce du siège social, saisi par la partie la plus diligente.

Les arbitres doivent statuer dans un délai de 6 mois à compter de la désignation du tribunal arbitral. Ils statueront en amiables compositeurs et en dernier ressort, les parties renonçant à la voie de l'appel à rencontre de la sentence à intervenir.

Les frais d'arbitrage seront partagés entre les parties.

Article 32 – Nomination des commissaires aux comptes

Les commissaires aux comptes seront désignés si nécessaires dans les conditions fixes par la Loi.

Article 33 - Engagements pour le compte de la société en formation

Un état des actes accomplis pour le compte de la société en formation, avec l'indication pour chacun de ces actes de l'engagement qui en résulterait pour la société, a été présenté aux actionnaires, ledit état est annexé aux présents statuts.

Article 34 - Publicité

Tous pouvoirs sont donnés au président à l'effet de signer l'insertion relative à la constitution de la société dans un journal d'annonces légales et au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes pour effectuer toutes autres formalités.

Fait en dix exemplaires dont huit pour l'enregistrement,
Le 31 Mai 2017

Madame KONESWARAMOORTHY Susikala

T. Susikala

Monsieur RAJARATNAM Piraveen,

R. Piraveen